

POUR LES ÉLECTIONS AUX CONSEILS CENTRAUX DE L'UNIVERSITÉ
- CA ; CFVU ; CR - CONTRE LA PRÉCARITÉ ET POUR UNE UNIVERSITÉ OUVERTE
VOTEZ ET FAITES VOTER:

SOLIDARITÉ ÉTUDIANTE

L'élection aux conseils centraux donne accès aux élu·e·s à des espaces habituellement fermés aux étudiant·e·s. Ces lieux sont : les commissions de dérogations, où il est décidé l'admission ou non d'étudiant·e·s à l'université ; les commissions FSDIE (fond de solidarité au développement des initiatives étudiantes), qui permettent de soutenir des projets étudiants ; ou encore la commission disciplinaire où sont jugés étudiant·e·s et professeur·es dans de multiples cas (du plagiat aux agressions ou harcèlement sexuel).

Nous tentons donc de nous glisser partout où nous pouvons afin de défendre les étudiant·e·s et de lutter pour de meilleures conditions de vie et d'études.

Notre liste est profondément ancrée dans les luttes sociales. Nous ne sommes pas dupes, rien ne peut être changé à partir des conseils centraux. La lutte est notre seule arme, la cogestion ne nous intéresse pas.

Nous siégeons afin de représenter au mieux les intérêts des étudiant·e·s. Nous siégeons afin de recueillir les informations nécessaires à la lutte . Nous siégeons pour nous opposer aux réformes libérales et discriminantes que nous connaissons ces dernières années (Parcoursup, "Bienvenue en France", LPPR...). Nous dénonçons le processus de marchandisation systématique de tous les secteurs de service public, en l'occurrence ici, l'enseignement supérieur. Depuis le processus de Bologne en 1998, les réformes successives ne font qu'accroître la mise en concurrence des étudiant·e·s, des formations, des chercheurs et chercheuses, des universités.

Les conseils centraux sont des espaces où les décisions prises sont importantes pour la vie de l'université, de nos formations et de la recherche. Pourtant, leur fonctionnement est souvent opaque. Les conseils centraux ne sont pas des instances démocratiques, on ne s'y présente donc pas dans le but d'y représenter les étudiant·e·s. Ces dernier·es n'ont pas besoin d'être représenté·e·s. La seule démocratie, c'est celle des assemblées générales dans lesquelles les étudiant·e·s s'auto-organisent.

Notre présence déterminée dans ces instances n'en est pas moins importante, précisément du fait de leur caractère antidémocratique.

Nos revendications, ce que nous défendons :

Contre la précarité, nous revendiquons :

- la distribution de masques, la gratuité des transports en commun ainsi qu'une prise en charge des coûts liés aux études pour les étudiant·e·s en situation de handicap.
- la simplification des démarches d'accès aux aides d'urgence et l'augmentation du budget qui leur sont allouées (notamment par l'augmentation de la part sociale du budget FSDIE)
- la suppression de l'assiduité obligatoire

Féministes, nous revendiquons :

- de véritables moyens donnés dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles à l'université,

- des distributeurs de protections menstruelles gratuits (dans les toilettes pour femmes comme pour hommes)
- l'embauche de personnel médical pour renforcer les services de santé notamment gynécologique et de suivi psychologique

Contre les LGBTIphobies, nous exigeons :

- le respect du prénom d'usage, actuellement appliqué en théorie seulement et selon des modalités très insatisfaisantes
- un accès facilité au changement de nom d'usage et des procédures simplifiées ;
- la formation des personnels enseignants, administratifs et médicaux présents sur les lieux d'enseignements supérieurs et dans les services du CROUS concernant les enjeux LGBTI ;

Antiracistes et Internationalistes, nous revendiquons :

- la suppression de Bienvenue en France et des frais d'inscriptions différenciés
- la régularisation de l'ensemble des étudiant·e·s étranger·e·s
- la lutte contre le racisme, notamment en renforçant les sanctions y compris pénales à l'égard des auteurs et des responsables d'établissements.

Contre la sélection, nous revendiquons :

- la suppression de la loi de 2016 instaurant la sélection à l'entrée du Master
- l'abrogation de la loi ORE mettant en place Parcoursup et généralisant la sélection à l'entrée de l'université,

Contre le capitalisme, la marchandisation de l'enseignement supérieur ainsi que la normalisation des discours fascistes, nous exigeons :

- une meilleure répartition de l'argent public au sein de l'université ainsi qu'un investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche pour pallier aux manques de moyens constant dans nos facultés (salles de TD qui débordent, manque de personnels, précarité accrue du personnel, manque de places, etc.).
- Aussi, face aux dérives sécuritaires et libérales : nous réclamons la fin de la présence d'une milice privée au sein du campus ainsi que la fin de tous les contrats de sous-traitance privée du personnel d'entretien et leur embauche par l'université. Enfin, nous nous opposons donc logiquement à tous les partenariats public/privé au sein de la fac.

Nous revendiquons une maison des étudiant·e·s gérée par les étudiant·e·s plutôt qu'un énième bâtiment administratif au fonctionnement opaque. Pour nous, une maison des étudiant·e·s, c'est un lieu ouvert, où se trouvent les locaux des associations et syndicats étudiants, et dont le fonctionnement est participatif. Nous voulons donc changer en profondeur l'organisation et le fonctionnement actuels de la maison des étudiant·e·s.

Pour la Commission de la Recherche (CR) nous revendiquons :

- des efforts budgétaires importants pour sortir les doctorant·e·s d'une situation précaire
- l'augmentation du nombre de contrats doctoraux pour chaque École doctorale (ED) et la prolongation de ceux en cours.
- accompagnement dans les démarches et soutien administratif au début de chaque thèse (notamment contrats CIFRE)
- un engagement de l'Université contre la LPR et toutes les lois qui visent à enterrer la recherche et détruire l'enseignement public.
- la mensualisation des salaires des vacations (concernant les doctorant·e·s, pour les charges de cours, mais également les étudiant·e·s tuteur·rices)